

La rentrée scolaire est aussi une rentrée sociale. Cultiver l'espoir, ne pas craindre l'autocritique, se remettre en cause, entamer un processus réel de changement structurel, répondre aux attentes fondamentales et légitimes des citoyennes et des citoyens, et surtout rendre compte, à travers des actions et des résultats concrets et mesurables. Fini l'ère des beaux discours et des belles intentions sans lendemain. La politique doit devenir comme cette « Âssida » qui brûle les doigts et fait fuir les opportunistes de tout bord. PAR M. AMINE

NOMBREUX SONT LES DIAGNOSTICS ET LES BONNES INTENTIONS RARE EST L'ACTION

L'économie marocaine étant fortement encastree dans l'« économie-monde », le rapport de BAM, dès le début, souligne le poids déterminant de cette dernière et les contraintes dont il faut tenir compte. En effet, en 2017, l'environnement international a été caractérisé par une reprise avec une accélération de la croissance économique, à 3,8%. Ce sont les économies avancées qui en auraient été les locomotives, suivies des pays émergents et en développement. En effet, les Etats Unis d'Amérique (EUA) demeurent globalement en tête et passent d'un taux de croissance de 1,5% en 2016, à 2,3% en 2017. Dans les pays émergents, la Chine connaît un ralentissement et progresse à peine de 6,7 à 6,9%. La Turquie est en tête, avec un taux de croissance de 7%. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance est passé de 1,4% à 2,8%. Cette croissance est due principalement à la hausse des prix des matières premières (hors produits agricoles). Le marché du travail a aussi connu une reprise aussi bien aux EUA qu'en zone euro. Le prix des produits énergétiques a connu une hausse de 23,6%. En effet, à fin décembre 2017, le cours du pétrole a atteint 63,8 dollars le baril. Les prix des métaux et des minerais ont globalement augmenté de 24,2%. Par contre, le cours des produits agricoles a fléchi de 0,5%. Le prix du phosphate brut a connu une baisse de 22,8%, soit 97,2 dollars la tonne. Au niveau mondial, en 2017, l'inflation a connu une faible progression de 3%. Cette hausse a été enregistrée dans les pays avancés, avec cependant un recul dans les pays émergents.

Au niveau mondial, en 2017, les finances publiques ont connu une nette amélioration. Le déficit budgétaire a reculé de 1,5% à 0,9% du PIB mondial, avec cependant une persistance d'un niveau élevé d'endettement. Néanmoins, aux EUA, la situation budgétaire a continué à se détériorer, avec un creusement du déficit budgétaire de 4,2% à 4,6% du PIB.

Au niveau des pays émergents et en développement, les exportations ont connu une nette amélioration, avec une croissance globale de 6,4%. Mais cette progression est imputable surtout à l'exportation des produits énergétiques. Elle est donc limitée aux pays exportateurs de pétrole. Les Investissements directs étrangers ont aussi connu une reprise avec une progression de 5%.

Et contrairement aux salaires qui ont connu, au niveau mondial, une faible progression de 1,6%, les principaux résultats financiers des entreprises reflétés sur les grands marchés boursiers ont connu une croissance importante. A titre d'exemples l'Indice Dow Jones Industrials s'est accru de 21,3%, le NIKKEI 225 de 19,4%, l'Eurostoxx 50 de 16,2% et le FTSE 100 de 14%. Cette situation est révélatrice du caractère inéquitable du partage des fruits de la croissance au niveau mondial et donc du risque d'aggravation des inégalités structurelles et de la pauvreté, surtout dans les pays du Sud.

Le rapport de BAM n'oublie pas de mentionner les nouveaux défis que pourraient représenter les « cryptos actifs », « monnaie électronique » présageant de grands bouleversements systémiques et imposant une vigilance des Etats à travers notamment un encadrement de ce nouvel instrument d'échange.



Ainsi, 10 ans après la crise mondiale de 2008, l'économie mondiale a connu, en 2017, une reprise, avec une accélération de la croissance de 3,2% à 3,8%, enregistrée en particulier au niveau des économies avancées. Aux USA, le PIB a progressé de 2,3%. Par contre, dans les pays dits émergents, un ralentissement de la croissance est observé, avec un taux de croissance de 6,9%, en Chine, mais une baisse de l'Inde qui a enregistré un taux de croissance à 6,7%.

Le cours du pétrole a connu une nette hausse alors que les prix des produits agricoles ont connu une baisse continue

Au niveau national, les bonnes conditions climatiques ont permis un accroissement de la valeur ajoutée agricole à 15,4% impactant positivement la croissance de l'économie nationale dont le taux est passé de 1,1% à 4,1%. Par contre la demande interne a connu une baisse de 3,6% avec un ralentissement sensible de l'investissement, en particulier au niveau des BTP.

Malgré l'allègement du déficit à 3,6% du PIB, le taux d'endettement s'est aggravé, s'établissant à 65,1% du PIB pour la dette du Trésor et à 82% pour la dette publique globale.

Au niveau des exportations, des améliorations remarquables ont été observées au niveau des phosphates et dérivés et des ventes des métiers mondiaux du Maroc. Les IDE ont connu une augmentation de 2,4% du PIB. De même l'investissement à l'étranger a atteint

Au niveau national, les bonnes conditions climatiques ont permis un accroissement de la valeur ajoutée agricole à 15,4% impactant positivement la croissance de l'économie nationale dont le taux est passé de 1,1% à 4,1%.

9,3 milliards de dirhams destinés en grande partie à l'Afrique.

Le rapport de BAM met l'accent sur la forte dépendance structurelle de l'économie nationale qui demeure tributaire des facteurs exogènes et des aléas climatiques.

Le chômage s'est aggravé, atteignant un taux de 10,2% (14,7% en milieu urbain). La précarité touche même les personnes en activité : 1 actif sur 5 n'est pas rémunéré ; 8 sur 10 n'ont pas de couverture médico-sociale et 2/3 travaillent sans contrat écrit et formalisé.

Malgré les multiples avantages accordés, l'investissement privé national demeure faible. Les réformes entamées dans divers secteurs tardent à donner des résultats concrets. La culture d'auto-évaluation demeure faible dans les entreprises publiques et privées.

En guise d'alternative ou de piste de réforme, le rapport de BAM prône un nouveau mode de gouvernance des politiques publiques, basé sur plus de cohérence, sur l'efficacité et le rendement des réformes, en rehaussant la transparence des processus de prise de décision à tous les niveaux, et surtout en liant davantage l'exercice de la responsabilité publique à la reddition des comptes.

Au niveau de la production et de la demande, ce sont les secteurs de production à faible valeur ajoutée qui ont connu une croissance importante. Ainsi la valeur ajoutée agricole, fortement dépendante des conditions climatiques, a connu une croissance de 15,4%. Celle de l'industrie d'extraction minière a enregistré une augmentation de 16,5%. Cette dernière, composée surtout des phosphates à l'état brut, dépend étroitement

●●●

de l'évolution de la demande externe et des cours sur le marché international.

Par contre, les industries à haute valeur ajoutée (industrie mécanique, métallurgique et électrique) ont par contre affiché une baisse. Le taux de croissance industrielle est passé de 2,3% à 1,2%, avec une décélération dans la sous-branche « produits de l'industrie automobile » dont la croissance de la production est passée de 14,1% en 2016, à 4,4% en 2017.

Le BTP qui joue un rôle moteur par rapport aux autres secteurs économiques, connaît une atonie qui se maintient depuis plusieurs années. La vente de ciment a connu un nouveau repli de 2,5%, avec une chute des transactions immobilières de 7,6% et un ralentissement du crédit immobilier à 3,1%.

Quant au secteur tertiaire, le rythme de croissance a connu une légère régression, passant de 2,9% en 2016, à 2,7% en 2017. C'est surtout au niveau des postes et télécommunications que l'on observe une nette décélération de la valeur ajoutée passant de 6,9% à 0,7%.

Le rapport de BAM a aussi abordé la problématique de l'« économie non observée » dont la production a été estimée, en concordance avec les chiffres du HCP, entre 2007 et 2016, à 31,3% du PIB.

La demande a été tirée surtout par le marché externe

En effet, le taux de croissance de la demande intérieure a connu une baisse, en passant de 5,1% en 2016, à 3,3% en 2017. Les exportations ont par contre connu une progression de 10,9% en 2017, contre 5,5% en 2016. Corrélativement, les importations se sont accrues de 7,4% en 2017, contre 14,7% en 2016.

L'investissement, composante fondamentale de la dynamique globale de croissance et de développement, a enregistré, en 2017, un accroissement de 4%, contre un taux de 9,8% en 2016, avec une contraction de la Formation brute du capital fixe de 0,8%.

«La consommation finale nationale s'est élevée à 817,9 milliards de dirhams, en 2017, soit 72,7% du RNDB.

L'épargne nationale est évaluée ainsi à 306,9 milliards de dirhams ou l'équivalent de 28,9% du PIB, un taux en hausse d'une année à l'autre de 0,5 point de pourcentage. Pour sa part, l'investissement total a atteint 346,5 milliards et son ratio au PIB s'est maintenu à 32,6%. Dans ces conditions, le besoin de financement de l'économie est ressorti à 39,6 milliards ou 3,7% du PIB». (Rapport BAM, 2017).

Ainsi, bien que s'agissant de données essentiellement descriptives et faiblement explicatives, le rapport de

En termes nominaux, les principaux agrégats se présentent comme suit :

- PIB : 1 063,3 milliards de DH, soit une hausse de 4,9%.
- RNDB : 1 124,8 milliards de DH, soit une hausse de 4,7%.



BAM permet de conclure que les politiques publiques ont un faible impact qualitatif pouvant générer une dynamique de développement économique et social, au niveau national.

Ainsi, la situation de l'emploi demeure caractérisée principalement par la précarité et une forte dépendance du secteur agricole. L'emploi non rémunéré représente 16,8% de la population active. Les deux tiers n'ont pas de contrat de travail, 77,5% des actifs occupés ne bénéficient d'aucune couverture médicale et presque 80% ne sont pas affiliés à un système de retraite. L'adhésion syndicale ne dépasse guère les 3,3%. S'ajoutant à cela une tendance baissière de l'emploi et une faible participation de la femme.

Globalement, le taux d'emploi est passé de 42,3% en 2016, à 41,9% en 2017. Les créations nettes d'emploi dans les activités non agricoles ont atteint 44 000 postes en 2017, contre 82 000 en 2016. Les services ont contribué à hauteur de 26 000 postes en 2017, contre 38 000 en 2016. L'industrie et l'artisanat ont contribué, en 2017, à la création de 7 000 postes, avec 5 000 au niveau des industries alimentaires. Les BTP y ont contribué à hauteur de 11 000 postes en 2017, contre 36 000 en 2016.

Ainsi, les secteurs économiques créateurs de valeur ajoutée contribuent faiblement à la création de l'emploi.

Dans l'emploi, le degré de qualification est structurellement faible. 6 sur 10 emplois n'ont pas de diplôme

Le chômage et la précarité sont aggravés par le sous-emploi dont le taux est estimé à 9,8% en 2017, contre 9,6% en 2016.

En 2017, le chômage a augmenté de 4,2% pour atteindre 1,2 million de personnes. En milieu urbain, le taux de chômage est passé de 14,2% en 2016 à 14,7% en 2017.

Le chômage affecte en particulier la population qualifiée avec un taux de 23,3% de diplômés de niveau supérieur, contre 3,8% pour les non diplômés. La productivité apparente du travail dans les secteurs non agricoles a connu une augmentation de 2%, contre 0,9%, en 2016.

Ainsi, en 2017, le chômage s'est aggravé dans les secteurs non agricoles, en particulier en zones urbaines, et surtout au niveau des jeunes diplômés. De manière générale, le marché de l'emploi demeure caractérisé par une forte précarité et le secteur privé non agricole offre peu de débouchés à la population active.

Parmi les pistes d'explication de la situation économique et sociale décrite par BAM, l'une des études récentes du HCP permet de constater le faible impact des investissements privés. En effet, malgré la tendance au désengagement économique de l'Etat, le secteur public demeure le premier investisseur. En 2017, le montant global des investissements des établissements et entreprises publics (EEP) a été proche de 100 milliards de dirhams, soit presque le tiers du total des investissements. Quant à l'administration publique, elle y a consacré pas moins de 67 milliards de dirhams. Si l'on ajoute les investissements des collectivités territoriales, le montant global des investissements publics frôle les deux tiers du montant total des investissements réalisés en 2017, soit 310 milliards de dirhams.

Cette situation est plus que préoccupante. Le secteur privé ne semble toujours pas prêt à prendre la relève de l'Etat, malgré les multiples aides publiques directes et indirectes. En effet, le secteur privé pourvoit à peine au tiers de la FBCF dont le volume global a connu une baisse, passant ainsi de 697 milliards de dirhams en 2015, à 640 milliards de dirhams en 2016. En 2017, les investissements privés ont atteint moins de 103 milliards de dirhams, enregistrant ainsi une nouvelle régression. Les investissements des TPME, représentant plus de 95% du tissu économique, ont chuté de 17%, entre 2016 et 2017. Les concours bancaires à l'investissement privé ont chuté de 4,5% en 2015, avec une baisse annuelle moyenne continue de 2,4%, depuis 2010.

Plus grave encore, se pose la question du rendement et de l'efficacité de l'investissement comme cela a été bien souligné par le HCP dans l'une de ses dernières études. 50% des investissements totaux vont aux BTP depuis le début des années 2000, avec une grande part destinée à la construction des logements.

Par contre, la part de l'investissement privé dans l'industrie ne cesse pas de s'inscrire en baisse par rapport à l'investissement total, depuis 2010. Ainsi, en 2016, le secteur secondaire a enregistré à peine 38% de l'investissement total, contre 43%, en 2008. De ce fait, les investissements privés ont un faible impact sur la croissance et donc sur l'emploi, et de manière générale sur le développement économique et social.

Face aux analyses et aux données contenues dans les rapports de BAM et dans les études du HCP, quelle a été la réaction du gouvernement actuel, à travers notamment la lettre de cadrage du PLF de 2019 qui doit, en

principe, refléter la prise de conscience et la nouvelle vision stratégique de l'Etat ?

Il est nécessaire de se poser cette question, car ce ne sont pas les diagnostics qui manquent. Ceux-ci, nombreux, émanent de plusieurs sources, nationale et internationale, officielle et non officielle (...). Ce qui nous manque sérieusement, c'est cette volonté ferme de traduire les bonnes intentions en actions de changement visant à améliorer concrètement la vie quotidienne des populations.

Première réponse officielle : la lettre du Chef de Gouvernement adressée aux ministres et aux secrétaires d'Etat (...), dans le cadre de la préparation du projet de Loi de finances (PLF) de l'année 2019, rappelle dans son introduction les principales orientations stratégiques contenues dans les derniers discours Royaux appelant notamment à remettre en cause radicalement le modèle de développement en cours sur la base de réformes structurelles en vue de répondre aux attentes fondamentales et légitimes des citoyens.

Cette lettre a ainsi été déployée en quatre axes : le premier axe a été dédié en priorité aux politiques

En 2017, le salaire moyen brut dans le secteur public a été estimé à 9.338 DH contre 5.129 DH dans le secteur privé.

sociales dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de l'emploi, de la protection sociale, du dialogue social et de l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. C'est là un rappel explicite quant à l'urgence des besoins sociaux fondamentaux de la population et en particulier aux catégories sociales vulnérables ; le deuxième axe traite de la continuité des grands chantiers stratégiques sectoriels pour créer les conditions favorables à l'investissement et à la création d'entreprise, conditions sine qua non à la

création de l'emploi et des richesses ; le troisième axe est relatif aux grandes réformes portant sur le mode de gouvernance et concernant notamment la justice, la régionalisation, la déconcentration, l'administration publique, la lutte contre la corruption (...) et la réforme fiscale. Enfin le quatrième axe, relatif aux équilibres macro-économiques, est un rappel des contraintes et des limites auxquelles doit faire face le gouvernement.

Ainsi, si le premier axe répond parfaitement aux orientations stratégiques exprimées plusieurs fois par le Souverain, les deuxième et troisième axes devraient cependant être profondément revus dans une nouvelle optique de changement et de remise en cause du modèle de développement qui a prévalu à ce jour. De même, le quatrième axe ne doit nullement justifier l'incapacité du gouvernement à entamer un véritable processus de changement structurel. Le grand défi des politiques publiques réside dans la capacité effective du gouvernement à décliner les politiques publiques et à les traduire en actions concrètes répondant aux attentes légitimes des citoyens et des citoyennes. ■